



FICHE PAYS – JUIN 2024



Côte d'Ivoire



Points essentiels:

- La Côte d'Ivoire est devenue en 2023 la deuxième économie d'Afrique de l'Ouest, derrière le Nigéria et devant le Ghana. La croissance de son PIB, très robuste (6.5%), l'amène à viser le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure d'ici 2030.
- La Côte d'Ivoire continue à figurer comme un pôle de stabilité économique et politique en Afrique de l'Ouest.
- L'économie de la Côte d'Ivoire repose encore très fortement sur l'agriculture et notamment le cacao, dont le pays est le premier producteur avec plus de 40% du marché mondial.
- Le commerce bilatéral entre la Suisse et la Côte d'Ivoire consiste principalement en des importations d'or ivoirien pour une valeur de CHF 1.7 milliards. Ceci positionne la Suisse comme deuxième marché d'exportation de la Côte d'Ivoire et quatrième partenaire commercial.

1. Informations sur le pays¹

1.1 Informations générales

	Côte d'Ivoire	Suisse
Surface (km ²)	322'462	41'290
Monnaie	Franc CFA (F CFA)	Franc suisse (CHF)
Taux de change (au 10.06.24)	679 F CFA →	1 CHF
Population	31.98 Mio.	8.8 Mio.
Nombre de suisses en Côte d'Ivoire	296 (2023)	--
Nombre d'ivoiriens en Suisse	--	1'976 (2022)

1.2 Rankings²

	Côte d'Ivoire	Suisse
Index of Economic Freedom (2024)	91/176 (-10)	2/176 (+0)
Corruption Perception Index (2023)	87/180 (+12)	6/180 (+1)
Human Development Index (2022)	166/192 (+0)	1/192 (+0)
Global Innovation Index (2023)	112/129 (-3)	1/132 (+0)

1.3 Composition du gouvernement

Président	Alassane OUATTARA (RHDP, depuis 05.2011)
Vice-Président	Tiémoko Meyliet KONE (depuis 04.2022)
Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Ministre des Sports et du Cadre de Vie	Robert MAMBE BEUGRE (RHDP, depuis 10.2023)
Ministre du Commerce et de l'industrie	Souleymane DIARRASSOUBA (RHDP, depuis 07.2018)
Ministre de l'Economie, du Plan et du Développement	Nialé KABA (RHDP, depuis 10.2023)
Ministre des Mines, du Pétrole et de l'Energie	Mamadou Sangafowa COULIBALY (RDR, depuis 04.2022)
Ministre des Finances et du Budget	Adama COULIBALY (RHDP, depuis 10.2023)
Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	Kacou Houaja Léon ADOM (RHDP, depuis 10.2023)
Gouverneur de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)	Jean-Claude Kassi BROU (depuis 06.2022)
Prochaines élections présidentielles	2025

¹ World Bank Data / OFS : Population résidante permanente étrangère selon la nationalité & Suisses établis à l'étranger selon le pays de résidence

² Interprétation : Position du pays / total des pays notés (nombres de places gagnées (+) ou perdues (-) au classement par rapport à l'année précédente)

2. Statistiques économiques

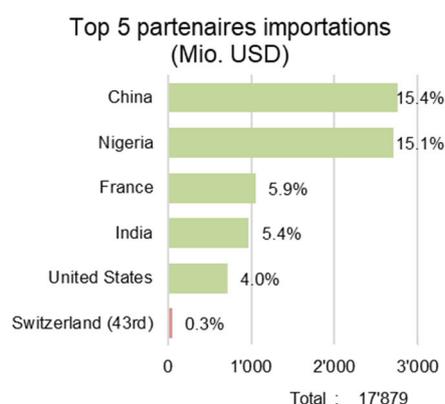
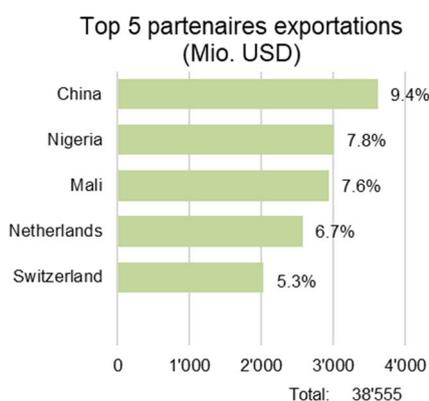
Indicateurs macroéconomiques³

Côte d'Ivoire				
	2022	2023	2024	2025
Croissance du PIB (%)	6.9	6.2	6.5	6.4
PIB (USD Mrd.)	72	80	86.9	93.9
PIB/habitant (USD)	2'383	2'572	2'717	2'854
Inflation (%)	5.2	4.4	3.8	3.0
Chômage (%)	-	-	-	-
Solde budgétaire (% du BIP)	-6.6	-5.2	-4.0	-3.0
Dette publique (% du BIP)	55.3	57.1	57.7	56.9
Compte courant (% du BIP)	-7.7	-6.0	-3.8	-2.6

Commerce extérieur ivoirien 2023⁴

Perspective ivoirienne

Rang	Pays	Exportations par le pays de rési- dence (CHF mil- lions)	Part	Var. ⁵	Ran- g	Pays	Importations par le pays de rési- dence (CHF millions)	Part	Var. ¹
1	Pays-Bas	1 898	11.5 %		1	Chine	2 511	14.8 %	
2	Suisse	1 744	10.6 %		2	Nigeria	2 373	14.0 %	
3	Mali	1 428	8.7 %		3	France	945	5.6 %	
4	Vietnam	819	4.9 %		4	Inde	883	5.2 %	
5	Malaisie	819	4.9 %		5	Etats-Unis	661	3.9 %	
					-	Suisse	47	0.3 %	
	Total	16 490	100 %			Total	16 920	100 %	



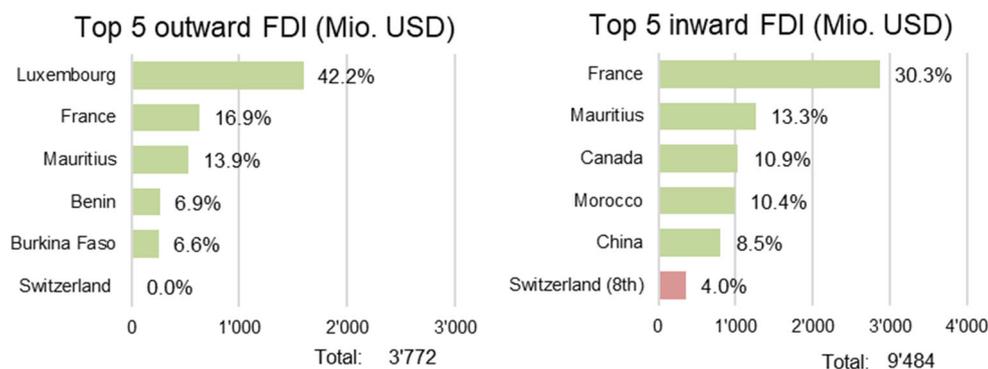
Selon la Direction générale des douanes ivoiriennes, la Suisse est le deuxième marché d'exportation de la Côte d'Ivoire. Ce classement peut toutefois changer selon les sources : le FMI classe par exemple la Suisse en cinquième position.

³ [IMF World economic outlook](#). Cellules ombragées sont des estimations/projections.

⁴ [Direction of trade statistics \(DOTS\)](#), Juin 2024 / Direction Générale des douanes ivoiriennes

⁵ Variation par rapport à l'année précédente en %

Investissements directs étrangers (IDE) 2022⁶



3. Situation économique⁷

3.1 Structure de l'économie

La Côte d'Ivoire est la deuxième économie d'Afrique de l'Ouest derrière le Nigeria et devant le Ghana. La structure de son économie transitionne toujours davantage du secteur primaire vers le secondaire et le tertiaire. Ces derniers ont augmenté respectivement de 10.3% et 8.6% en 2023. Le secteur primaire est toutefois central pour l'économie ivoirienne car il emploie 45% de la population active et la production de cacao correspond à 75% des exportations ivoiriennes. Le secteur tertiaire, porté par des réussites récentes dans le domaine des transports notamment et l'inclinaison du gouvernement à développer l'économie numérique, contribue à 47.6% du PIB et emploie 44% de la population.

Rang	Secteurs (répartition en % du PIB)	2016	2021	2022
1	Services	46.8	44.7	47.6
2	Secteur manufacturier	19.1	22.3	21.3
3	Secteur non marchand, droits et taxes	14.4	18.2	16.8
4	Secteur primaire	19.7	15	14.3

3.2 Politique économique

Information générale

Le gouvernement ivoirien publie des « Plans nationaux de développement » (PND) qui couvrent des périodes de 4 ans. Le dernier en date correspond à la période 2021-2025. L'objectif principal est d'accélérer la transformation structurelle de l'économie tout en réduisant la pauvreté et en stimulant les investissements. La Côte d'Ivoire dispose d'un potentiel important de transformation structurelle de son économie. De fait, elle peut se tourner vers des activités agricoles plus productives, des activités davantage industrielles et aussi vers le domaine des services, qui génère plus d'emplois et de valeur ajoutée. La qualité des infrastructures sont au-dessus de la moyenne dans la sous-région, surtout autour d'Abidjan, la capitale économique du pays. Le PND, financé aux trois quarts par le secteur privé, s'élève à 59 milliards de F CFA (90 milliards de CHF).

Le sous-sol de la Côte d'Ivoire est riche : de nouveaux gisements d'or et de pétrole off-shore ont été découverts récemment et leur exploitation prochaine représente une manne financière pour le pays. De plus, des améliorations ont aussi été constatées dans les domaines de la santé, de l'éducation et dans l'accès à l'eau et à l'électricité. Toutefois, de grandes disparités entre les villes et les campagnes persistent concernant l'accès au réseau électrique. Aussi, le système d'éducation ivoirien comporte encore trop de failles. Le taux d'alphabétisation est de 50% alors qu'il est par exemple de 77% au Ghana voisin.

⁶ [Coordinated Direct Investment Survey \(CDIS\)](#), Juni 2024

⁷ Rapport économique 2023 (SECO), publié en juin 2024

Politique budgétaire/fiscale

Aujourd'hui, environ 15% du budget de la Côte d'Ivoire provient de l'aide au développement et au désendettement. La balance des paiements et les capacités d'absorption du pays sont négatives. La dette publique globale et extérieure de la Côte d'Ivoire reste, comme l'année précédente, exposée à un risque modéré de surendettement selon la Banque Mondiale et le FMI. Malgré plusieurs réformes administratives pour améliorer les conditions de déclaration et de paiement des impôts, la récolte de recettes fiscales restent bien en dessous de son potentiel. Les investissements publics liés aux PND 2016-2020 et 2021-2025 ont eu un impact positif sur les performances macroéconomiques mais ont contribué à accroître la dette. Ceci a conduit le gouvernement à supprimer certaines subventions sur les produits alimentaires et le carburant en 2023 ou à augmenter le prix de l'électricité pour maintenir une forme d'équilibre budgétaire.

Politique monétaire

La mise en œuvre de la politique monétaire ivoirienne n'est pas indépendante et est gérée par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) dont l'objectif prioritaire est la stabilité des prix. Dans un contexte d'incertitudes au niveau régional, de tensions inflationnistes constantes et de renchérissement des conditions financières sur les marchés internationaux, la BCEAO a décidé de relever son taux directeur de 3,00% à 3.25% en 2023⁸.

Politique économique extérieure

Avec un PIB de 86,9 milliards de dollars projeté par le FMI pour 2024, la Côte d'Ivoire conserve sa place de deuxième économie de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), derrière le Nigéria, et de première économie de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Au niveau continental, la Côte d'Ivoire se situe au 9ème rang, juste devant la Tanzanie et derrière l'Angola.

La Côte d'Ivoire a conclu un accord de partenariat économique (APE) bilatéral avec l'UE après l'échec des négociations d'un APE régional entre la CEDEAO et l'UE, principalement dû à l'opposition du Nigéria. Ratifié en août 2021, cet APE intérimaire prévoit que l'UE ouvre totalement son marché et que la Côte d'Ivoire réduise progressivement ses droits de douane sur les importations européennes de 75 % sur une période de 20 ans. En avril 2024, la troisième phase de l'abolition progressive des tarifs douaniers a été lancée, ce qui portera le nombre de lignes tarifaires traitées de 2'305 à 3'385 sur un total prévu de 5'600. La Côte d'Ivoire a également ratifié la Zone de libre-échange continentale Africaine, qui vise à stimuler le commerce intra-africain.

3.3 Conjoncture économique

Le PIB ivoirien (86.9 milliards de dollars en 2024) croît à un rythme relativement stable depuis 2011. Malgré le fort accroissement de la population – le pays est passé de moins de 8 millions d'habitants en 1980 à 32 millions actuellement – le PIB par habitant ne cesse de croître lui aussi. L'inflation est bien maîtrisée depuis les années 2000 avec un taux fluctuant entre 2 et 6%. Le taux de chômage en Côte d'Ivoire, et de manière générale en Afrique, est quant à lui difficile à estimer à cause du manque de sources concordantes et l'étendue l'économie informelle. Finalement, le poids de la dette publique a fortement baissé entre le milieu des années 1995 et 2010 avant de lentement remonter. En 2024, celle-ci représente environ 57% du PIB. Ceci s'explique par la proportion des dépenses publiques, notamment à travers les PND comme expliqué précédemment.

⁸ [Ministère de l'économie, du plan et du développement. Politique monétaire](#). Consulté le 12 juin 2024.

4. Relations économiques bilatérales

4.1 Accords économiques (liste non-exhaustive)

Accords	Etat	Depuis
Convention pour éviter la double imposition	En vigueur	30.12.1990
Accord de protection des investissements	En vigueur	18.12.1962
Accord relatif aux services aériens réguliers	En vigueur	24.02.2017

4.2 Présence institutionnelle

En Côte d'Ivoire :

- [Swiss Platform for Sustainable Cocoa](#)
- [Centre suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire](#)
- [Swiss Import Promotion Programme \(SIPPO\)](#)

En Suisse :

- [Switzerland Global Enterprise \(S-GE\)](#)
- [Swisscham-Africa](#)
- [Swiss-African Business Circle \(SABC\)](#)

4.3 Commerce bilatéral des marchandises (perspective suisse)⁹



1.4 Mrd.
Commerce (CHF),
Total 2

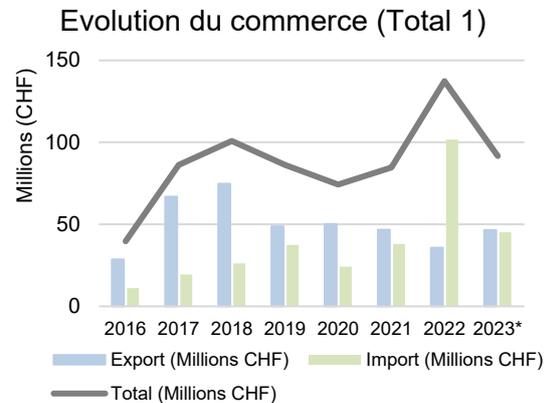
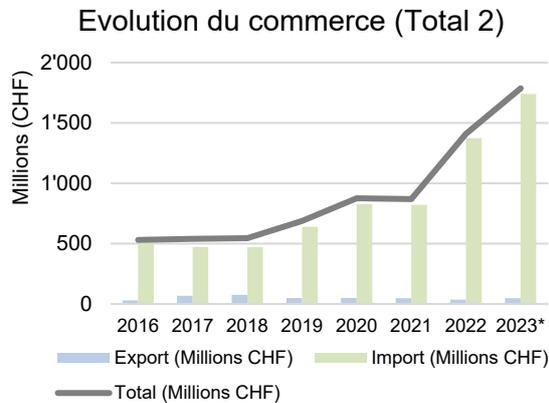


0.2%
Part Mondiale,
Total 2



Nr.52
Partenaire commercial,
Total 2

Evolution du commerce bilatéral (2023)

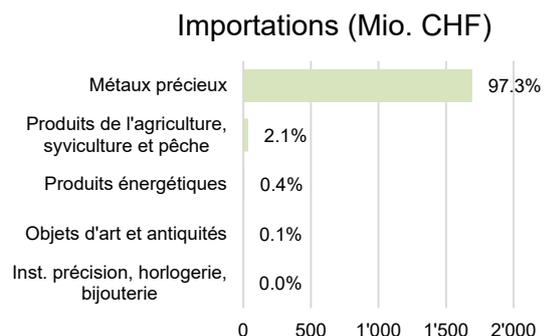
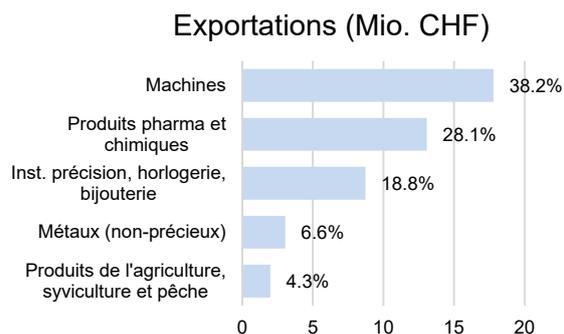


*) Chiffres provisoires

**) Total conjoncturel (Total 1): à l'exclusion de l'or en lingot et autres métaux précieux, des pièces de monnaie, des pierres précieuses et semi-précieuses, des objets d'art et des antiquités

	Export (Mio. CHF)	Variation (%)	Import (Mio. CHF)	Variation (%)	Solde (Mio. CHF)	Volume total (Mio. CHF)	Variation (%)
2021	47	-6.5	822	-0.5	-775	868	-0.9
2022	36	-23.9	1375	67.3	-1339	1410	62.4
2023*	46	30.4	1741	26.7	-1695	1788	26.8
(Total 1)**	46	30.5	45	-55.6	1	92	-33.3

Composition du commerce bilatéral (2023, Total 2)



Commentaires

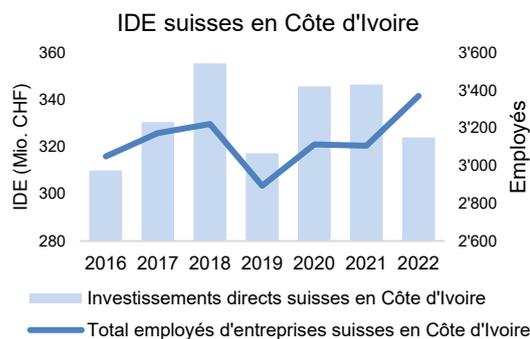
La Côte d'Ivoire était le **4ème partenaire commercial de la Suisse** sur le continent africain en 2023 (CHF 1.8 milliards). Les importations comptent pour une écrasante partie de ce volume total (CHF 1.7 milliards), dont plus de 90% d'or. Le reste des importations concerne de l'huile de palme et du cacao. Le commerce bilatéral augmente de manière significative d'année en année depuis 2021 (CHF 868 millions), poussées par une augmentation constante des importations d'or.

⁹ Source : [Administration Fédérale des douanes AFD](#). Total 2: avec l'or en barres et autres métaux précieux, les pièces de monnaie, les pierres précieuses et semi-précieuses, ainsi que les œuvres d'art et les antiquités. Le total 2 avant 2012 ne comprend pas l'or, l'argent et les pièces.

4.4 Commerce bilatéral des services (perspective suisse)

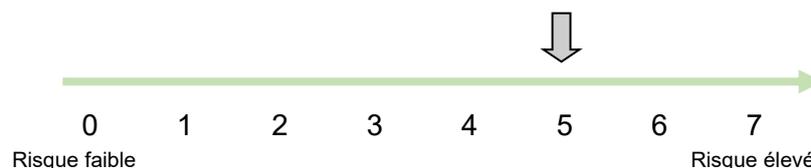
Le commerce de services entre la Suisse et la Côte d'Ivoire n'est pas couvert par des statistiques fiables. En matière de tourisme, on peut noter que la Côte d'Ivoire tente de revenir sur le devant de la scène régionale tant pour le tourisme d'affaires que celui de plaisance. La Côte d'Ivoire ambitionne en effet de faire grimper la contribution du tourisme au PIB, en la faisant passer de 7.3% en 2019 à 10% en 2025, grâce à des investissements à court terme à hauteur de 500 milliards de FCFA. Pour le tourisme de plaisance, les investissements en infrastructures touristiques semblent porter leurs fruits. Malgré tout, l'industrie du tourisme ne peut pas être considérée comme florissante et la Côte d'Ivoire peine à se démarquer comme destination touristique.

4.5 Investissements directs (perspective suisse)¹⁰



Selon la banque nationale suisse, le stock d'IDE suisses en Côte d'Ivoire s'est monté à CHF 324 millions en 2022, en baisse par rapport à 2021. La Suisse jouit d'une forte présence en Côte d'Ivoire avec une quarantaine d'entreprises présentes sur l'ensemble du territoire, dans de nombreux secteurs et génératrices de nombreux emplois (presque 3'400 en 2022 selon la BNS).

4.6 Assurance suisse contre les risques à l'exportation (SERV)¹¹



Les garanties de crédit à court, moyen et long terme de la SERV sont disponibles.

4.7 Coopération au développement

La Suisse et la Côte d'Ivoire entretiennent des bonnes relations bilatérales depuis l'indépendance de la Côte d'Ivoire en 1960. La Suisse a apporté une contribution importante au développement de ce pays en tant qu'investisseur, en particulier dans le secteur alimentaire et celui de l'infrastructure ; elle joue également un rôle important dans le domaine de la coopération scientifique. Aujourd'hui, la Coopération au Développement (DDC) dans les pays d'accréditation de l'Ambassade se concentre sur le Burkina Faso avec un programme annuel d'environ 28 millions CHF. La Côte d'Ivoire était entre 1994 et 2007 un pays prioritaire pour le Secrétariat à l'Economie (SECO), en étroite collaboration avec la DDC. Son programme de désendettement sous la forme du Fonds Ivoir Suisse pour le Développement Economique et Social a été clos à fin 2007.^{12,13}

¹⁰ [BNS. Investissements directs suisses à l'étranger](#)

¹¹ [SERV](#)

¹² [DFAE. Relations bilatérales Suisse-Côte d'Ivoire. Consulté le 14.06.2024](#)

¹³ [DFAE. La Coopération suisse au développement dans les pays d'accréditation. Consulté le 14.06.2024](#)

4.8 Dernières visites (liste non-exhaustive)

2024 (mai)	Mission économique de l'Ambassadeur Ivo Germann en Côte d'Ivoire et au Sénégal, avec délégation économique
2023 (18.01)	Dialogue politique bilatéral à Abidjan entre le Ministre des Affaires étrangères Daouda Diabaté et la Secrétaire d'Etat adjointe du DFAE Siri Walt.
2021 (25.11)	Rencontre entre le Ministre de l'intérieur Vagondo Diomandé et la CF Karin Keller-Sutter à Bern concernant la migration.
1995 (01.07)	Entretien entre le Ministre des affaires étrangères ivoirien Amara Essy, le Président de la Confédération et le chef du DFAE.
1995 (20.03)	Visite de courtoisie du Premier Ministre Daniel K. Duncan.
1994 (15.-16.09)	Rencontre entre le CF Flavio Cotti et le Président Henri K. Bédié, le Premier Ministre Daniel K. Duncan et le Ministre de la défense Léon K. Koffi.
1989 (29.09.)	Visite de courtoisie du Ministre du budget Moïse K. Koumoué en Suisse auprès du CF Jean-Pascal Delamuraz.
1979 (23.-26.01)	Rencontre entre le CF Pierre Aubert et le Président Félix Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire.